

Ukraine : ils payent des civils pour capturer des hommes mobilisables

écrit par Nikola Jovanovich | 18 avril 2025



Des soldats ukrainiens lors d'un exercice d'entraînement dans la région de Tchernigiv le 8 septembre 2023. © AFP - ANATOLII STEPANOAnatolii Stepanov



Des soldats ukrainiens lors d'un exercice d'entraînement dans la région de Tchernigiv le 8 septembre 2023. © AFP - ANATOLII STEPANOAnatolii Stepanov

Quand l'État délègue la coercition à des civils

Les centres territoriaux de recrutement militaire en Ukraine (TCC), chargés d'assurer la mobilisation, semblent avoir franchi une nouvelle étape inquiétante. À défaut de pouvoir enrôler légalement un nombre suffisant d'hommes pour le front, ils délèguent désormais cette tâche à des civils. Moyennant une exemption temporaire de mobilisation et une prime, ces « volontaires » se voient confier la mission d'identifier et de capturer des hommes en âge d'être mobilisés.

Une logique perverse : pour ne pas partir, il faut livrer d'autres

Des annonces circulent dans plusieurs régions du pays : on y recrute des « assistants » civils, en leur promettant une protection contre l'enrôlement... à condition qu'ils livrent régulièrement de nouveaux « candidats ». Une sorte de quota implicite s'installe. **En pratique, l'Ukraine met en place un réseau informel de chasseurs de primes : des individus sans statut**

officiel, mais chargés d'alimenter la machine à mobilisation, au détriment de leurs concitoyens.

Des structures administratives devenues groupes de pression

Initialement destinés à organiser la conscription dans le respect du droit, les TCC s'apparentent aujourd'hui à des groupes dotés de pouvoirs quasi-coercitifs. Les vidéos circulant sur les réseaux sociaux montrent régulièrement des arrestations brutales, parfois violentes, d'hommes interceptés dans les transports publics ou dans la rue.

Le recours à des « volontaires » ne fait qu'aggraver cette dérive. Incapable de gérer la mobilisation de manière transparente, l'État ukrainien en sous-traite la violence, contribuant à une dégradation de la confiance civile. On assiste à l'émergence d'un système parallèle, informel et rémunéré, qui transforme chaque citoyen en suspect potentiel.

Le cas de Marhanets : un exemple inquiétant

Une vidéo filmée dans la ville de Marhanets, dans la région de Dnipropetrovsk, montre un civil en train de forcer un homme à descendre d'un bus pour le livrer à un TCC.

Ce cas n'est pas isolé. Dans certaines zones, ces « agents informels » patrouillent dans les rues, signalent les hommes suspects, et assistent aux arrestations. Leur rémunération dépend du nombre d'individus livrés. Plus ils en trouvent, plus leur propre statut d'exemption est prolongé.

Une société sous tension

De plus en plus de citoyens sont appréhendés non pas par

l'armée, mais par d'autres civils. Résultat : une atmosphère de méfiance généralisée s'installe. Les voisins s'observent, les inconnus inquiètent. Le tissu social se fragilise, tandis que l'arbitraire devient norme.

Quand la mobilisation devient un marché noir

Cette pratique soulève des questions fondamentales : qui contrôle ces civils ? Quels sont leurs droits, leurs limites ? Et surtout, qui assume la responsabilité en cas d'abus ?

L'institutionnalisation d'un système de délation et de contrainte privée mine les fondements de l'État de droit. Lorsque l'enrôlement devient une transaction, et l'humain un bien échangeable, la société s'oriente vers la fragmentation. L'Ukraine prend ainsi un risque majeur : substituer la loi par la peur, et l'autorité par le soupçon. Un tel modèle n'est pas tenable à long terme.

Nikola Jovanovich